



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique
Bureau pour l'Afrique du Nord

Réunion de Concertation sur
les perspectives de l'intégration maghrébine
dans le nouveau contexte sociopolitique de la région

15 janvier 2013- Rabat, Maroc

Mot de Madame Karima Bounemra Ben Soltane
Directrice, Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique,
Bureau pour l'Afrique du Nord

Monsieur le Secrétaire Général de l'Union du Maghreb Arabe
Monsieur le Secrétaire Général du Ministère des affaires étrangères et de la coopération
du Royaume du Maroc
Mesdames et Messieurs les représentants des Ambassades des pays membres de l'UMA
accrédités au Maroc ;
Mesdames et Messieurs les représentants des organisations et associations régionales ;
Mesdames et Messieurs les représentants des organisations du secteur privé, de la
société civile et des médias ;
Chers invités ;
Mesdames et Messieurs ;

J'ai le grand privilège de vous souhaiter, au nom du Bureau pour l'Afrique du Nord de la
Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, la bienvenue à cette réunion
de concertation sur l'intégration maghrébine.

En votre nom, je remercie Monsieur le Secrétaire Général du Ministère des affaires
étrangères et de la coopération du Royaume du Maroc, notre pays hôte, de sa présence
parmi nous ce matin.

Je remercie également Monsieur le Secrétaire Général de l'UMA d'avoir tenu à délivrer
personnellement le message de l'UMA, malgré un emploi du temps très chargé.

Et bien sûr, je vous remercie toutes et tous d'avoir répondu positivement à notre invitation
à réfléchir et analyser ensemble les défis et les perspectives de l'intégration maghrébine
dans le nouveau contexte économique, social et politique de la région.

Nous avons là une opportunité sans précédent de relance de la coopération maghrébine.

En effet, ce nouveau contexte, c'est d'abord celui d'un environnement international
caractérisé par des mutations et défis pluriels, dont les dynamiques s'autoalimentent et
affectent, à des degrés divers, les fondamentaux et les performances des économies
nord-africaines, qu'il s'agisse de la persistance des effets des crises économique et
financière mondiales, des tensions récurrentes sur les prix des produits alimentaires et du
pétrole, de l'entrée en récession de plusieurs pays de la zone Euro -principal partenaire
commercial du Maghreb, ou encore du déplacement du centre de gravité de l'économie
mondiale vers l'Asie de l'Est.

Ce contexte, c'est aussi -et surtout, celui de changements politiques majeurs intervenus en 2011 dans plusieurs pays de la région, suite à des mouvements de révolte d'une ampleur sans précédent, qui ont remis en cause les modèles de gouvernance existants et sous-tendu une demande forte et plurielle, pour une gouvernance plus inclusive, davantage d'emplois, de transparence et d'équité dans la répartition des fruits de la croissance.

Ces événements se sont déjà traduits par le lancement d'une première série de réformes, portant notamment sur l'élargissement des espaces de liberté, l'ouverture du champ politique et l'organisation d'élections pluralistes et plus transparentes. Mais au-delà de l'enjeu immédiat de la gestion des transitions en cours dans certains Etats, cette nouvelle donne régionale va aussi nécessiter la mise en oeuvre de réformes économiques et sociales, pour mieux répondre aux défis de développement et aux attentes des populations.

Les principaux de ces défis sont la faible performance des économies, due en particulier à un niveau de diversification relativement limité, l'emploi –celui des jeunes en particulier, la réduction des inégalités sociales, la sécurité alimentaire, la transition énergétique, la désertification et l'adaptation au changement climatique, la migration clandestine, une gouvernance plus participative, la sécurité ou encore le positionnement stratégique du Maghreb sur l'échiquier des groupements économiques en construction.

Pour relever durablement de tels défis, renforcer les capacités de résilience aux crises et chocs exogènes et gagner le pari d'un passage au rang d'économies émergentes, nos pays sont à appelés à la fois (i) à mettre en oeuvre des politiques efficaces d'accélération du rythme de diversification et d'amélioration de la compétitivité de leurs économies, tout en intégrant les enjeux du développement durable; (ii) à assurer que les avancées économiques se traduisent systématiquement en acquis sociaux qui profitent à toutes les citoyennes et tous les citoyens et (iii) à s'investir davantage dans une dynamique d'intégration économique réelle, pour tirer profit des opportunités d'un marché élargi et de politiques sectorielles harmonisées.

Excellences, mesdames et messieurs

Les mutations politiques que nous venons d'évoquer s'accompagnent d'un regain d'intérêt pour la coopération régionale, comme cadre et stratégie de mise en synergie des moyens pour la formulation de réponses adaptées aux défis communs de développement.

Une relance du processus d'intégration maghrébine se dessine dans le court terme et devrait se traduire par la remise en chantier d'un nombre important de politiques et stratégies sous-tendues notamment par le traité constitutif de l'UMA.

Pour son efficacité et sa durabilité, cette relance de la dynamique régionale nécessitera entre autres une définition pertinente des ordres de priorité, une mobilisation des ressources à la dimension des ambitions affichées et un engagement plus soutenu des différents acteurs de l'intégration maghrébine et de leurs partenaires.

C'est à cette fin que le Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA (CEA-AN), dont le mandat est d'aider à « faciliter la coopération, l'intégration et le développement économiques au niveau sous-régional », a initié cette rencontre.

Son objectif principal est de partager les analyses sur les défis de développement de la région et les priorités à moyen terme de l'intégration maghrébine, à la lumière des mutations intervenues depuis 2011.

Nous vous invitons en particulier à échanger vos réflexions sur les conditions optimales de relance du processus d'intégration régionale et la détermination des axes prioritaires d'action, qui permettront des progrès plus soutenus et plus tangibles vers l'édification d'un espace économique intégré au Maghreb.

Au-delà de la recherche de cette vision partagée, la réflexion que nous vous proposons de mener ensemble aura aussi pour vocation de formuler des recommandations à l'endroit des décideurs et animateurs du processus d'intégration et de fournir aux partenaires, dont la CEA, un cadre de référence pour un meilleur alignement de leurs actions d'appui aux initiatives régionales.

C'est dire l'importance de vos contributions, à travers les communications qui seront faites et les débats qui s'ensuivront, dans la recherche d'une approche concertée qui favorisera une meilleure coordination et la concentration des efforts des acteurs et de leurs partenaires sur les domaines susceptibles d'avoir un effet d'entraînement à court terme sur la dynamique régionale dans son ensemble. L'objectif majeur étant que notre région optimise son propre potentiel de croissance et tire pleinement profit des opportunités qu'offre sa position stratégique, au carrefour de l'Afrique, de l'Europe et du Moyen-Orient.

Mesdames et Messieurs

Il ne me reste plus qu'à vous réitérer nos remerciements et souhaiter plein succès à nos travaux.

Je vous remercie de votre attention